

LA JEUNESSE DOIT ÊTRE AUX CÔTÉS DES SOIGNANT·E·S LE 16 JUIN !

Le 16 juin, les organisations et collectifs de soignant·e·s appellent à manifester pour la défense de l'hôpital public.

La catastrophe sanitaire a mis en exergue les faiblesses de notre système de soin, provoquées par des années de politiques de casse du service public, qui est pourtant l'un de nos biens communs les plus essentiels. Ce gouvernement est incapable de reconnaître à sa juste valeur le travail de l'ensemble du personnel soignant. Aujourd'hui, Macron invite les soignant·e·s à défilé le 14 juillet alors qu'ils ont été ignorés tout au long des 13 mois où ils ont massivement pris la rue par la grève et la manifestation. L'exécutif leur propose de maigres primes et des médailles alors qu'ils demandent des augmentations salariales. La Ministre du travail appelle à leur offrir des RTT, alors qu'ils demandent des embauches et la CDIisation de leurs collègues précaires. Et pour les étudiant·e·s en santé qui se sont portés volontaires ? Une rémunération modique, pour ne pas dire symbolique, alors que le gouvernement annonçait des aides records pour les entreprises !

Encore aujourd'hui le Gouvernement ose annoncer suppressions de lits, alors que les soignants mettent l'accent sur la nécessité d'augmenter les moyens et qu'une deuxième vague est toujours possible !

De plus la politique de sélection dans les filières de santé menée dans l'enseignement supérieur est l'une des raisons majeures du manque de personnel soignant. Pendant des années le système de la PACES (Première Année Commune Aux Études de Santé) a résulté d'un concours qui avait pour objectif de sélectionner les futurs professionnel·le·s de santé avant même le commencement de leurs études. Si le terme de « numerus clausus » a disparu avec la réforme des disciplines de santé, le principe demeure. En effet, avec l'entrée en vigueur de la nouvelle réforme les capacités d'accueil dans les filières de santé seront aux mains des universités et des Agences Régionales de Santé (ARS), ces mêmes ARS qui décident de la suppression de postes dans les hôpitaux.

Toutes ces mesures montrent que la santé n'est pas et n'a jamais été l'objectif du gouvernement en Marche. Ces discours et « gestes » ne sont que des actes d'hypocrisie en direction des soignant·e·s, qui ont tout donné pour faire face à la crise sanitaire.

Nous refusons de revivre une telle catastrophe. Nos systèmes de soins et de protections sociales doivent être prêts à encaisser de nouveau de tels chocs. C'est une question de protection des populations qui doit absolument échapper à toutes logiques austéritaires et marchandes. C'est pour cela que nous appelons les jeunes, salarié·e·s ou privé·e·s d'emplois, étudiant·e·s, lycéen·ne·s ou jeunes salarié·e·s, à manifester aux côtés du personnel soignant le 16 juin prochain, afin qu'il puisse enfin disposer des moyens humains et financiers nécessaires à l'exercice de leur fonction.

A l'heure où des milliers de jeunes s'engagent en faveur des transitions écologiques et manifestent contre les violences policières et le racisme, portant ainsi haut et fort les possibilités de changement de notre société, il est hors de question d'accepter des mesures qui viendraient dégrader ce qu'était déjà déficitaire. Nous nous opposons à ce que la crise serve comme prétexte pour dégrader nos services publics, nos conditions d'études, de travail et de vie, sous l'aubaine de l'austérité et de la « rentabilité ».

